

# L'ACTIVITÉ DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES DE LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ « EÖTVÖS LORÁND » AUX ENNÉES 1976 ET 1980

par

SÁNDOR BERÉNYI

président de la Commission Scientifique

1. L'activité scientifique de la Faculté de Droit peut être considérée au sens quantitatif, qualitatif comme considérable et marquante. A l'appui de cette assertion il suffit de mentionner que 65 *monographies*, 7 précis, 44 cahiers de cours et matières auxiliaires et 865 études ont été publiés dans le cadre de l'activité de recherches scientifiques et d'enseignement des enseignants de la Faculté, y compris les oeuvres élaborées sur la base du plan de recherches des chaires en raison de rapport juridique conventionnel.

En ce qui concerne les valeurs de contenu de l'activité, il est à noter les 216 publications apparues en langues étrangères et il est digne d'attention — d'une façon particulière — que 108 en sont apparues à l'étranger.

Pour l'appréciation du travail il faut encore prendre en considération les études intérieures faites en grand nombre, les rapports d'enquête de faits où l'examen du thème figurant dans le plan de recherches ne s'est pas encore achevé, par conséquent leur publication ne pouvait pas avoir lieu. En outre, de nombreuses études, rapports finals et partiels ont été encore rédigés aux organes mandataires en raison d'un *ordre externe*, oeuvres qui ont une valeur scientifique considérable mais leur publication n'a pas eu lieu. Parmi ces oeuvres à valeur scientifique il faut classer les *études* rédigées au système de contrat lesquelles, en général, ne sont pas publiées mais le contrôle scientifique ne se fait que dans le cadre d'une discussion scientifique étroite, ce qui permet de rendre publics les résultats scientifiques.

Quant au progrès du travail scientifique il faut mentionner que 7 *dissertations de doctorat académique* et 11 *dissertations* de candidature ont été défendues au cours de la période de plan, mais on ne tient pas ici compte des candidats scientifiques qui n'appartiennent pas aux cadres personnels de la Faculté, mais leur activité scientifique est liée à Faculté.

Les rapports et les données bibliographiques permettent de constater l'enrichissement *thématique* considérable des recherches. Au cours des 5 ans écoulés on a découvert toute une série de nouveaux scientifiques dans la sphère des sciences de droit positif, d'une part, et dans celle des disciplines théoriques, d'autre part, alors qu'au sein de leur discipline les limites de la culture scientifique extensive et intensive ont été enrichies. C'est

ainsi que s'est enrichie la thématique scientifique au sens que l'on peut trouver des sources littéraires dans la littérature hongroise à l'égard de plus en plus de problèmes dans le système thématique d'une discipline donnée. Simultanément le progrès scientifique est indiqué par le fait qu'un processus considérable de *spécialisation* peut être observé dans les branches des sciences respectives les divers individus ou quelques petits groupes de recherche sont devenus les spécialistes particuliers d'un domaine donné partiel en cultivant de façon extensive et intensive le domaine contigu de la discipline. Le processus de *différentiation* au sein des disciplines est en voie de formation bien que celle-ci soit inférieure à la spécialisation et que son niveau lui soit inférieur. On peut tout de même observer les contours de la formation des *nouvelles disciplines*. A l'égard du processus de la différenciation il faut remarquer que de telles nouvelles disciplines auparavant introduites comme le droit international privé, la criminologie, la science du management, etc. se sont institutionnalisées entretemps et que les recherches scientifiques ont satisfait non seulement aux exigences de l'enseignement strictement universitaire.

2. *Le développement de la méthode des recherches scientifiques et l'élargissement de la collection de leurs moyens* constituent l'un des signes et l'une des preuves les plus marquants du progrès des recherches scientifiques. L'élargissement considérable de *recherches empiriques* peut être considéré comme le plus important à cet égard sans lequel il n'y a pas de recherches scientifiques aboutissant à des résultats considérables sans dire que les recherches empiriques demandent *a priori* le développement des recherches collectives. Les recherches empiriques signifient la découverte de la réalité des phénomènes étatiques et juridiques dans des enquêtes concernant la constatation des faits, ce qui va de pair nécessairement avec l'application des méthodes quantitatives. La méthode à plusieurs directions de ces enquêtes relative à la constatation des faits a été appliquée. Ainsi le *processus de l'application du droit est la situation de l'application du droit servant à découvrir effectivement les phénomènes* et à les systématiser au moyen des méthodes quantitatives (Chaire de procédure pénale, Chaire de droit du travail etc.): l'application des *méthodes sociologiques* (Chaire de droit administratif; Chaire de procédure civile: sociologie de personnel la découverte sociologique de la participation sociale à l'administration publique; Chaire de procédure civile: l'appréciation des besoins d'informations des juristes etc.); la *méthodologie de recherches empiriques de la science de management* a été appliquée dans la plupart des recherches de la science d'administration publique.

C'est parmi les méthodes empiriques et quantitatives qu'il faut mentionner également l'application des méthodes statistiques dans les recherches de plusieurs chaires.

Néanmoins à l'égard des méthodologies des recherches et des recherches empiriques on ne doit pas oublier que bien que les méthodes de recherches dépassent déjà aujourd'hui l'époque des expérimentations, elles ne sont pas devenues générales dans les diverses disciplines juridiques et théoriques, ainsi les exigences du perfectionnement se présentent nécessai-



rement dans ce domaine dont constitue une pré-condition indispensable cependant, d'une part, les subsides pécuniers plus en plus intensifs et l'assurance des moyens techniques. Ce n'est qu'en possession de telles conditions que pourront être institutionnalisées et devenir générales les méthodes de recherches empiriques. Il est à noter que *le travail scientifique autonome des étudiants* s'est développé de façon considérable là où on les a fait participer aux *recherches scientifiques empiriques* (ce qui assure à la fois une plus grande activité par rapport aux autres institutions scientifiques).

A la Chaire de droit administratif plusieurs travaux de diplôme remarquables, plusieurs travaux présentés à la conférence nationale de cerele d'étudiants ont été faits et l'on peut aussi constater que cela a favorisé l'assurance du recrutement scientifique.

Il ne faut pas cependant oublier que de nombreuses questions théoriques des méthodes théoriques de recherches restent inéclaircies. Par conséquent les recherches scientifiques doivent prêter dans l'avenir une plus grande attention aux questions méthodologiques de la science.

On peut déjà observer — si non à l'échelle de la Faculté — sur le plan national quelques phénomènes négatifs dans ce domaine. Ainsi p. ex. les enquêtes scientifiques ont été mises parmi des limites empiriques étroites, etc.

*La vaste application de la méthode comparée peut être déjà aujourd'hui qualifiée de générale* dans le progrès dans la collection des méthodes et des moyens des recherches scientifiques. Cela concerne les branches strictement juridiques, l'histoire du droit et les phénomènes sociaux appartenant aux sujets des sciences juridiques et politiques mais n'appartenant pas strictement au domaine de la science juridique aussi (p. ex. le régime politique, l'administration publique, etc.).

Il est à relever que la comparaison des institutions juridiques des pays socialistes est particulièrement vaste. Dans ce cas on pouvait remarquer fois des entreprises conscientes, des recherches collectives aussi qui découvrent soit toute la branche juridique soit la structure de développement des institutions juridiques à l'égard de chacune des institutions juridiques au moyen de la méthode comparée ou bien elles indiquent également les contours d'une théorie intégrative. Toutefois, la méthode comparée s'est présentée non seulement sous la forme de participation aux recherches internationales mais elle peut être observée même dans les recherches de nature monographique.

On ne peut pas observer d'évolution et de progrès considérable par rapport à l'époque précédente dans l'application de la *méthode historique*, et, de même, on peut percevoir les signes de la régression. C'est l'une des causes que les études destinées au commentaire des normes positivistes sont encore assez nombreuses respectivement que l'aspect des institutions juridiques détachées de leur milieu social semble encore fort.

C'est dans ses traces que l'on peut découvrir l'application de la théorie de systématologie et de son aspect dans les recherches scientifiques des phénomènes d'État et de droit. Bien que les résultats soient encore très

modestes dans ce domaine, il faut les considérer comme un phénomène encourageant, car il favorise la démolition des murs entre les diverses disciplines, la naissance des soi-disant théories développées sur le sol interdisciplinaire.

En appréciant l'activité de recherches scientifiques de la période écoulée on doit fixer comme fait le progrès vers *la direction de l'interdisciplinarité* même si ce progrès ne peut pas être considéré comme général et même si beaucoup de ses aspects théoriques sont encore incertains. Le progrès vers la direction de l'interdisciplinarité s'est présenté en premier lieu à l'intérieur des branches juridiques et ses résultats sont remarquables en premier lieu dans ce domaine. L'interdisciplinarité s'est présentée même à cet égard dans les relations des disciplines connexes (civilistique, disciplines de droit pénal etc.). On peut observer également l'interdisciplinarité s'acheminant vers la complexité (p. ex. l'élaboration conjointe des questions d'administration publique, de droit civil etc. dans la direction et gestion économiques. Il est à noter que pendant la période du progrès de la société et de la science, l'interdisciplinarité a une valeur primordiale à cet égard et qu'elle doit être développée.

*A l'égard des disciplines autres que les branches de science juridique* se sont également formées *les recherches interdisciplinaires* (p. ex. les analyses des phénomènes administratifs dans les domaines du management, du droit, de la sociologie, de la géographie économique). Mais cela n'est pas encore considérable. Il faut constater qu'un tel élargissement de l'interdisciplinarité est indispensable dans certaines *grandes directions* de recherches — ou il y avait des essais pour son organisation — sans quoi de nombreux aspects de notre évolution sociale restent sans réponse du point de vue de la science, alors que l'on ne mentionne pas que les régularités internes des branches de science juridique demandent déjà aujourd'hui une telle interdisciplinarité. — Il faut l'organiser et l'encourager dont l'une des solutions est la création de la coopération avec d'autres institutions scientifiques, avec des universités, l'établissement des programmes scientifiques communs.

*La préparation méthodique des recherches, les recherches collectives, le rattachement aux grands programmes de recherches* se sont développés pendant la période de plan en question sans l'atteindre pour autant la mesure souhaitable. Selon une appréciation approximative c'est presque pour la moitié des chaires que l'on peut parler de la régularité des recherches (du fait qu'il y a des plans formés sur la base des conceptions scientifiques, plans qui se réalisent plus ou moins). C'est presque pour le tiers des chaires que l'on peut parler des *recherches collectives* dans le sens que cela caractérise essentiellement l'activité scientifique des chaires. Les chaires qui en sont caractérisées ont participé d'habitude aux principales tendances de recherches en accomplissant d'importantes commissions étatiques, c'est ainsi que la participation aux principales tendances a entraîné ordinairement la collectivité, la préparation méthodique des recherches. Il en résulte aussi que la participation aux principales tendances peut être considérée non seulement parce qu'elle favorise la solution scientifique des im-



portants problèmes de la société et qu'elle indique un soutien financier de préférence, mais parce qu'elle institutionnalise les recherches scientifiques planifiées en développant les recherches collectives. Il est à noter que les diverses chaires où il y avait une aspiration déterminée aux recherches collectives et méthodiques, on réussi à les réaliser sans tendances principales, ni directions ministérielles. (La Chaire de procédure pénale; la recherche du thème « l'enquête de l'efficacité de la procédure pénale ».)

Plusieurs chaires de la Faculté ont pris part *aux programmes réalisés dans le cadre des principales tendances nationales*. Il faut y distinguer si le travail de recherches de chaire a été préparé dans le plan national de la tendance principale et que le *plan de recherches à portée moyenne des chaires* en a constitué presque une part ou bien elles ont pris, part au travail de recherches *sur la base de la commission* donnée par l'institution de coordination de la tendance principale. Deux chaires ont participé *de façon méthodique au plan de recherches national dans la tendance principale gouvernementale de recherches portant le titre « L'administration publique »*. La Chaire d'administration publique était l'institution nationale de co-ordination du thème « L'influence de l'urbanisation sur l'administration publique ». A l'intérieur de cet ensemble de thèmes elle a élaboré 4 thèmes dans une profondeur monographique sur la base de son plan de recherches. Ce sont: L'effet de l'urbanisation sur l'administration publique dans les pays socialistes européens; Les problèmes administratifs particuliers des paysages urbanisés; La coopération des conseils et des organes d'administration publique; Les questions des prestations communales dans les domaines du droit et de l'administration. En ce qui concerne les thèmes de recherches scientifiques effectuées dans le cadre de la tendance principale il faut en relever: Les décisions administratives; l'emploi des ordinateurs dans l'administration publique; la direction centrale des organes d'administration spéciale de conseil, etc. thèmes où les recherches se sont achevées et les résultats de recherches ont été déjà publiés.

La Chaire de droit constitutionnel figurait dans les thèmes de l'administration à l'échelle gouvernementale, du système d'organisation des conseils contenus dans le plan de recherches, ce qui a contribué à la naissance de résultats scientifiques. Il est à noter que bien que les recherches poursuivies à la Chaire de statistique n'aient pas figuré dans le plan de recherches, plusieurs de ces études ont favorisé les tâches de recherches faites dans la tendance principale. C'est ici que l'on peut classer parmi les recherches effectuées à la Chaire de procédure civile « les recherches des aspects juridiques de l'emploi des ordinateurs » aussi.

Ce sont la Chaire de droit agricole (les questions juridiques de la gestion des entreprises et de l'autonomie économique dans les grandes usines et co-opératives agricoles), et la Chaire de droit du travail (le mécanisme intérieur des entreprises) qui ont pris part de façon organisée *dans la tendance principale de « l'entreprise socialiste »*.

*Dans les tendances de recherches à l'échelle ministérielle* la participation peut être observée dans les recherches de la Chaire de droit international (Les tendances de développement des processus de politique mondiale ou

égard particulier aux aspects de planification des relations internationales de la République Populaire Hongroise).

Des recherches effectuées *dans le cadre des commissions offertes par l'État* ont été poursuivies en premier lieu sous l'encouragement du Ministère de la Justice à plusieurs chaires. La Chaire de procédure civile a poursuivi des recherches dans le thème « L'emploi des ordinateurs dans le droit », alors que la Chaire de criminologie a effectué des recherches dans le domaine de « l'efficacité de la privation de liberté ».

On a vu créer des recherches collectives même sans les tendances principales et les commissions données par l'État p. ex. à la Chaire de droit pénal, à la Chaire de criminologie. A la fin de la période du plan, elles ont été favorisées à plusieurs chaires *par les concours de recherches scientifiques qui ont été qualifiées* en dernière analyse de commissions étatiques. (Chaire de socialisme scientifique, Chaire de droit international, Chaire de criminologie, etc.).

Parmi les recherches collectives il faut mentionner que plusieurs chaires (Chaire de procédure civile, Chaire de procédure pénale, Chaire d'administration publique, Chaire de droit constitutionnel) ont pris part dans le cadre de la coopération internationale organisée aux recherches collectives. Ces recherches ont été publiées en plusieurs cas en plusieurs langues. C'est ainsi que leur influence scientifique se fait valoir dans un domaine plus vaste. Il faut le souligner parce que selon les documents — à plusieurs chaires — les recherches collectives ont encouragé le rattachement à la coopération scientifique internationale également.